



Analyser, anticiper, dialoguer...

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2006**

INSTITUT

Veolia Environnement

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2006

ANALYSER, ANTICIPER,
DIALOGUER...

INSTITUT

Veolia Environnement

INTRODUCTION

- 3 Le mot du Président
- 4 La prospective au cœur de la démarche de l'Institut Veolia Environnement

L'ORGANISATION

- 6 Le Comité de Prospective : pivot de l'Institut et sa référence
- 8 Le bureau et les membres fondateurs
- 9 L'équipe permanente
- 10 Le Réseau d'experts

LES GRANDS AXES

- 12 Dimensions économiques de l'environnement
- 14 Liens entre la santé et l'environnement
- 16 Changement climatique et modes de vie
- 18 Enjeux de la croissance urbaine
- 20 Société et environnement

LES CONFÉRENCES

- 22 Ouvrir des Forums de discussions par le biais de conférences internationales

PERSPECTIVES

- 24 Initier des projets éditoriaux scientifiques novateurs

POINT *de* VUE

Analyser, Anticiper, Dialoguer, cette formule que l'Institut Veolia Environnement a placée en exergue de ce Rapport d'Activité 2006 symbolise pleinement le sens de sa démarche.

*"A travers cette volonté d'ouverture,
l'Institut Veolia Environnement entend apporter
sa contribution à une meilleure compréhension des enjeux
du développement durable."*

"Analyser", parce que le monde devient de plus en plus complexe, que les interactions entre les phénomènes environnementaux, économiques et sociaux se révèlent de plus en plus prégnantes. Les questions de santé publique, le changement climatique, l'accélération de la croissance urbaine et les enjeux socio-économiques liés au développement, sont autant de thèmes cruciaux qui intéressent le quotidien de plus de 6 milliards d'habitants sur notre planète.

Appliquer des méthodes scientifiques à ces défis, tels qu'ils se posent aujourd'hui, pour mieux répondre aux exigences du long terme, constitue le fondement de notre action. Loin d'être un exercice théorique, une telle analyse conjointe et interactive est le préalable incontournable à l'élaboration de solutions d'avenir réalistes et pertinentes.

"Anticiper" constitue ainsi un axe-clef de l'engagement de l'Institut qui enrichit sa propre vision prospective de celle de ses partenaires : institutions, chercheurs, universitaires de haut niveau... Issus de différentes disciplines scientifiques (économie, sociologie, sciences de la terre, sciences de la vie...), ils contribuent par leurs expertises croisées à élaborer une vision innovante des tendances de fond qui vont modeler le monde dans les décennies à venir.

A l'écoute de ces experts, et éclairé par son Comité de Prospective, l'Institut, à travers ses publications, les études qu'il engage, les conférences et les ateliers qu'il organise, se veut une plate-forme de débats prospectifs, ouverts à l'ensemble des acteurs et observateurs concernés, comme aux responsables de Veolia Environnement.

"Dialoguer", l'équipe de l'Institut est en effet convaincue que le dialogue, la confrontation des points de vue, les désaccords-mêmes, représentent une richesse de créativité et une source d'avancées concrètes exceptionnelles. C'est ce forum de discussion confiant et permanent que nous souhaitons privilégier avec nos partenaires, notamment dans le cadre des conférences internationales que l'Institut initie chaque année avec des structures académiques de renom.

A travers cette volonté d'ouverture, l'Institut Veolia Environnement entend apporter sa contribution à une meilleure compréhension des enjeux du développement durable. Dans ce but, il a renforcé en 2006 son programme d'études scientifiques et va créer dès le premier semestre 2007, une revue novatrice, S.A.P.I.EN.S, avec pour objectif de souligner l'importance de l'analyse et de l'évaluation dans le cadre d'une démarche de prospective environnementale rigoureuse.

Jean-Pierre TARDIEU

Président de l'Institut Veolia Environnement

La PROSPECTIVE *au cœur de* *la* DÉMARCHE *de* l'INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT

Développer la prospective environnementale, favoriser le dialogue et les échanges entre tous les acteurs de terrain engagés dans la réflexion sur les questions de gestion de l'environnement et de développement durable, tels sont les axes privilégiés par l'Institut Veolia Environnement.

La gestion par l'homme de son environnement représente un enjeu majeur au 21^{ème} siècle.

C'est là une question inséparable de celle de la mondialisation qui requiert la mobilisation de toutes les énergies, l'engagement de tous les acteurs de terrain, tant au niveau local que national ou international. Cette conviction forte a conduit Veolia à créer en 2001 l'Institut Veolia Environnement sous la forme d'une Association Loi 1901.

Après cinq ans d'existence l'Institut a consolidé son activité de recherche prospective en enrichissant son réseau académique de nouveaux partenariats par le biais d'un programme de conférences internationales, d'études ciblées et d'une politique éditoriale scientifique de haut niveau.

Partager une réflexion sur des enjeux stratégiques

Grâce aux travaux menés par les experts qui portent ses études et à son Comité de Prospective composé de personnalités prestigieuses, l'Institut entend favoriser une réflexion prospective sur des thèmes centraux : dimensions économiques de l'environnement, liens santé environnement, changement climatique et modes de vie, enjeux de la croissance urbaine, société et environnement.

A cet égard, son programme de colloques scientifiques, amorcé avec la Conférence de Prospective Environnementale organisée dès 2004 avec l'Institut Pasteur, a ouvert un cycle de manifestations d'envergure internationale

qui marque la volonté de l'Institut d'inscrire son action et son projet dans un dialogue permanent et fructueux avec les milieux académiques.

Valoriser les promesses des avancées scientifiques

L'Institut Veolia Environnement, dans les années à venir, souhaite renforcer sa politique de prospective scientifique en s'entourant des avis et des conseils des meilleurs spécialistes dans ses domaines de préoccupation, en les associant étroitement à ses différents projets, en valorisant les résultats par le biais de publications et de son site web.

De même l'Institut ambitionne de participer aux échanges et aux débats d'idées associant chercheurs et universitaires avec le lancement en 2007 de S.A.P.I.EN.S, un journal scientifique pluridisciplinaire.

Une réflexion prospective en devenir

Grâce à l'ensemble de ces démarches, l'Institut s'inscrit durablement comme un partenaire reconnu des réseaux académiques internationaux. En amont de la recherche appliquée et de l'innovation, son action contribue à la réflexion prospective de Veolia. Ses travaux permettent aux collaborateurs du Groupe de bénéficier d'une vision à long terme sur les enjeux majeurs qui marqueront l'exercice des métiers de services à l'environnement dans les décennies à venir.



L'ORGANISATION

Le COMITÉ de PROSPECTIVE : *pivot de l'Institut et sa référence*

La qualité des membres qui le composent, leur réputation internationale, l'expérience qu'ils ont pu acquérir dans leur carrière, la diversité de leurs origines et de leurs horizons professionnels font du Comité de Prospective un creuset de savoirs et de compétences, rare et irremplaçable.

Le Comité est associé étroitement à la définition des grandes orientations

Hélène Ahrweiler

Historienne, Présidente de l'Université de l'Europe, Ancien Recteur de l'Académie de Paris, Experte en Sciences Humaines auprès de l'UNESCO.

"Dans une société de la connaissance telle que la nôtre, il est fondamental de promouvoir la connaissance du savoir et d'essayer par tous les moyens de la partager, comme nous avons partagé le pain autrefois (en gardant à l'esprit que la nécessité de garantir du pain à tout le monde doit demeurer notre absolue priorité)."

Harvey Fineberg

Président de l'Institut de Médecine des États-Unis, Ancien Doyen de la Faculté de Santé Publique, Université de Harvard (USA), Expert auprès de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

"Nous avons assisté à une sensibilisation croissante du grand public aux problématiques environnementales ainsi qu'à la volonté des entreprises de promouvoir de nouvelles technologies ... moins polluantes pour l'environnement. Assurer la santé et la sécurité environnementale sur le long terme, au niveau global ou local, réclame les meilleures pratiques de la part de tous les acteurs de la société."

Pierre Marc Johnson

Avocat et Médecin, Ancien Premier ministre du Québec, Conseiller auprès des grandes organisations internationales sur les enjeux environnementaux.

"... les grands enjeux du développement durable passent par... des activités de lutte contre la pauvreté bien sûr, mais aussi le soutien à l'acheminement de l'eau potable et de l'électricité, de rationalisation de l'utilisation des ressources énergétiques, et bien sûr de santé..."



privilégées par l'Institut, en valide la pertinence, contribue pleinement aux débats menés par l'Institut Veolia Environnement.

Ses membres, actuellement au nombre de six, de part leur expertise, aident l'équipe permanente à élargir sa capacité de réflexion sur les sujets liés à l'environnement et au développement durable.

Philippe Kourilsky

Biologiste, Professeur au Collège de France, Membre de l'Académie des Sciences, Conseiller Scientifique auprès de l'Institut Veolia Environnement.

"Contribuer au développement durable, c'est avant tout promouvoir l'hygiène et ce de deux manières, par des installations matérielles, mais aussi par le plus noble et le plus efficace des apports immatériels, la formation professionnelle et, si possible, même de façon modeste, l'éducation, grâce notamment au rôle essentiel des femmes."

Mamphela Ramphele

Médecin et Anthropologue, Ancien Directeur Général de la Banque Mondiale, Ancien Président de l'Université de Cape Town.

"Le problème ne réside pas dans le seul fait d'assurer la formation des populations locales. Former de telles populations est naturellement utile, mais ce n'est pas suffisant. Il faut pouvoir former des personnes aux compétences pointues, des spécialistes."

Amartya Sen

Économiste, Prix Nobel (1998), Ancien Doyen du Trinity College, Cambridge (UK), Lamont University Professor, Professeur d'économie et de philosophie à l'Université de Harvard (USA).

"Les menaces qui pèsent sur l'environnement doivent être analysées au regard des effets qui fragilisent la nature et la société, et qui pèsent sur les libertés humaines. Si l'eau et l'air sont pollués de façon irrémédiable, notre liberté de jouir du mode de vie que nous apprécions diminuera grandement."



Le BUREAU et les MEMBRES FONDATEURS

Le Bureau supervise l'administration de l'Institut Veolia Environnement. L'équipe permanente le tient informé des choix stratégiques et des différentes opérations en cours. Le bureau, joue un rôle de conseil et contrôle les dépenses engagées. Il est composé de quatre membres dont un président, deux vice-présidents et un trésorier :

Jean Pierre Tardieu | *Président*

Ancien élève de l'École Polytechnique, Jean Pierre Tardieu est Ingénieur des Ponts et Chaussées, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. En 2000, il est nommé conseiller du Président et Directeur des relations institutionnelles et du développement durable de Veolia Environnement. En 2001 il rejoint l'Institut Veolia Environnement en tant qu'Administrateur délégué puis comme Président en 2005.

Paul-Louis Girardot | *Vice-Président*

Ancien élève de l'École Polytechnique et Ingénieur des Ponts et Chaussées, il entre en 1964 à la Compagnie Générale des Eaux où il fait toute sa carrière et dont il est Directeur Général de 1981 à 1998. Il est actuellement membre du conseil d'administration de Veolia Environnement.

Jean-Pierre Boisivon | *Vice-Président*

Professeur des Universités (1980-2000), il a créé puis dirigé la Direction de l'évaluation et de la prospective au Ministère de l'Éducation Nationale (1987-1990) et dirigé le groupe Essec (1990-1997). Chargé de mission à la Bourse (1970-1978), Directeur Général adjoint de la Caisse d'Épargne de Paris (1978-1985), Secrétaire général de l'Union des Banques à Paris (1985-1987), il est aujourd'hui Délégué Général de l'Institut de l'Entreprise.

Pierre-François Riolacci | *Trésorier*

Titulaire d'une maîtrise de droit privé et diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, il a commencé sa carrière en 1990 chez Elf Aquitaine à la Direction Financements Trésorerie et a rejoint Veolia Environnement en 2000, où il occupe les fonctions de Directeur Contrôle et Synergies.



LES MEMBRES FONDATEURS FINANCENT L'ASSOCIATION ET VEILLENT AU RESPECT DE SES STATUTS





L'équipe PERMANENTE

L'équipe permanente a pour mission d'initier les projets, de coordonner les travaux en cours, et de promouvoir les résultats obtenus. Elle a également la charge de mettre en place une politique de conférences internationales axée sur la prospective environnementale, et de développer une politique éditoriale scientifique. Elle engage des actions de valorisation au sein du groupe Veolia à travers l'organisation d'ateliers, la diffusion de rapports et de synthèses ainsi que l'animation d'un intranet.

Georges Valentis | *Délégué Général* | georges.valentis@institut.veolia.org

Carol-Anne de Carolis | *Directeur de la Valorisation* | carol-anne.de-carolis@institut.veolia.org

Gaëll Mainguy | *Directeur de la publication scientifique* | gaell.mainguy@institut.veolia.org

Ludivine Houssin | *Chargée d'Etudes* | ludivine.houssin@institut.veolia.org

Dany Martin | *Assistante de direction* | dany.martin@institut.veolia.org

Monique Fourdrignier | *Assistante administrative* | monique.fourdrignier@institut.veolia.org

Le RÉSEAU d'experts

Le réseau d'experts sur lequel s'appuie l'Institut Veolia Environnement et avec lequel il a noué un partenariat solide et permanent représente une structure originale. Il associe en effet des experts internationaux issus de toutes les disciplines (économie, santé, sociologie, démographie, géographie, histoire...) dont les compétences se complètent en démultipliant les angles d'approches pour mieux aborder tous les thèmes liés aux questions de prospective environnementale.

Ignace Adant

Chercheur associé à l'École Polytechnique, Paris, France

Francis Beaucire

Professeur de géographie, Université Paris I, Panthéon - Sorbonne, France

Pierre Chapuy

Professeur associé au Laboratoire d'Investigation en Prospective, Stratégie et Organisation (LIPSOR), Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), France

Jean Paul Fitoussi

Professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Président de l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE), France

Erhard Friedberg

Professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Directeur du Centre de Sociologie des Organisations, Paris, France

Olivier Godard

Directeur de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), Professeur à l'École Polytechnique, Département Humanités et Sciences Sociales, Paris, France

Eric Godelier

Professeur à l'École Polytechnique, Directeur de Recherche au Centre de Recherche en Gestion (CRG), Paris, France

Jean Charles Hourcade

Directeur de recherche au CNRS, Directeur du Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED), Paris, France

Carlo C. Jaeger

Directeur du Département Global Change and Social Systems, Potsdam Institute for climate impact research (PIK), Potsdam, Allemagne

Gilles Kepel

Directeur Chaire Moyen-Orient Méditerranée (Science-Po), Professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, France

Mohamed Larbi Bouguerra

Ancien Professeur à l'Université de Tunis, Attaché de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), France, consultant auprès de l'OMS et de l'UNESCO

Gabriel Leung

Professeur en Santé publique, Département de Médecine Communautaire, Unité des Sciences Comportementales, Université de Hong Kong, Chine

David Martimort

Chercheur, Institut D'Économie Industrielle (IDEI) et Professeur d'Économie, Université de Toulouse 1, France

Erwann Michel-Kerjan

Chercheur, Ecole Polytechnique, Managing Director du Wharton Center for Risk Management and Decision Processes, Philadelphia, USA

Rajendra Pachauri

Directeur Général de TERI (The Energy and Resources Institute), New Delhi, Inde et Président du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC)

Ari Rabl

Responsable scientifique, École des Mines, Paris, France

Patrick Rey

Chercheur, IDEI, Professeur de Sciences Économiques à l'Université de Toulouse 1, France

Zhou Hongchun

Division Director, Department of Social Development, Development Research Center (DRC), Pékin, Chine

Lu Zhongyuan

Director of Macroeconomic Department, Development Research Center (DRC), Pékin, Chine



LES GRANDS AXES

Dimensions économiques de l'ENVIRONNEMENT

Ce nouveau millénaire voit l'émergence d'un concept de gouvernance mondiale, autant économique qu'écologique, qui valorise les bonnes pratiques. Cette politique globale se caractérise par une volonté de produire mieux et autrement, en respectant l'environnement et en assumant les risques inhérents aux activités humaines. L'Institut Veolia Environnement s'attache à réfléchir sur cette nouvelle synergie entre politique environnementale et développement économique.

Mutations économiques et environnementales sont étroitement imbriquées. Le développement industriel tout en contribuant à améliorer le bien-être, a produit des altérations sur les écosystèmes. Les ressources naturelles s'épuisent ou se dégradent, de multiples sources de pollution réduisent l'accès des populations à des services essentiels, notamment dans les pays les plus démunis. Depuis le Sommet de la Terre à Rio en 1992 puis celui Johannesburg en 2002, la communauté internationale a pris la mesure des limites de la planète et des risques encourus par la poursuite d'une croissance économique qui ne tiendrait compte ni de l'épuisement des ressources, ni des besoins des générations futures.

L'Economie : une opportunité pour l'environnement ?

Le développement économique et l'environnement ont longtemps semblé antagonistes. Dans les pays développés l'environnement n'a été intégré à l'économie que très récemment. Ainsi qu'il a été souligné dans l'ouvrage "La connaissance pilier du développement durable" publié par l'Institut Veolia Environnement, "il s'est forgé... un concept correctif au sein de l'économie de marché, le développement durable, qui pose bien la nécessité de concilier le droit à la prospérité pour chacun avec le devoir de protection des biens collectifs". Du chemin reste à parcourir. Aujourd'hui encore en Chine les conséquences environnementales d'un développement économique à marche forcée sont peu ou mal prises en compte. Comme le rappelle Amartya Sen, Prix Nobel d'Economie 1998 et membre du Comité de Prospective de l'Institut : "L'environnement est extrêmement important mais ce n'est qu'un élément de la problématique globale, il ne doit pas être considéré

comme un facteur indépendant". D'où la nécessité de concevoir d'autres modes de développement.

Penser de nouveaux modes de croissance

Des politiques économiques d'internalisation des coûts environnementaux ont été mises en place. La comptabilité "verte" se développe, les banques créent des fonds éthiques qui vont au-delà des paramètres purement financiers, des cabinets spécialisés analysent les entreprises au crible de grilles d'évaluation non seulement économiques mais sociales et environnementales. Les systèmes de production et d'échanges traditionnels doivent être repensés afin d'assurer un développement plus durable. Dans un article publié dans la Revue des Deux Mondes, Olivier Godard, Directeur de Recherche au CNRS s'interroge sur l'influence du concept de développement durable dans la façon dont les grands groupes définissent aujourd'hui leur stratégie. "Les entreprises, écrit-il, ont retenu cette thématique pour penser leur projection dans l'avenir à moyen et long terme, et pour organiser les réponses qu'elles donnent aux nouvelles demandes sociales qui les pressent d'élargir la manière de justifier leur activité, ... et de rendre compte de leurs choix et de leurs performances."

La notion de risque au cœur de l'organisation économique

Au regard de cette réflexion, l'Institut Veolia Environnement a développé, en partenariat avec le Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique, une étude qui analyse les risques encourus par les entreprises dont les activités sont contestées sur des critères sociaux ou environnementaux. Risques qui peuvent aller jusqu'à la

remise en cause de leur légitimité voire de leur existence. (cf. encadrés).

D'autres aspects du risque lié à l'activité ou au mode de gestion apparaissent également dans une étude entreprise à la demande de l'Institut Veolia Environnement par l'IDEI*(cf.p22) qui aborde le problème de la mise en œuvre d'un système de gouvernance efficace pour gérer des services publics vitaux. Cet enjeu est fondamental car il fait écho à une tendance de plus en plus marquée ces dernières années, à la fois dans les pays développés et en développement : la délégation de ces services au secteur privé.

Mais cette nouvelle gouvernance s'inscrit dans un contexte bien particulier, celui du risque, qu'il soit industriel, environnemental, financier. Dans un tel contexte,

l'analyse des risques à grande échelle, tels que les grandes catastrophes naturelles ou le terrorisme de masse, doit être abordée de manière très spécifique. Le développement économique et social d'un pays ou d'une région repose sur l'accès continu aux besoins essentiels. Or, de tels événements sont capables d'infliger des pertes humaines et financières considérables, avec des répercussions sociales irréversibles, ce qui limite le potentiel de croissance des secteurs d'activité atteints. Le risque apparaît donc comme la contrepartie inéluctable à assumer dans la recherche d'une gouvernance équilibrée et d'un développement plus durable. (cf. encadrés)

¹ Interview Planète /N° 15/Février 2007

* IDEI : Institut D'Economie Industrielle

ÉTUDES

UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE LA CONTESTABILITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'ENTREPRISE.

PARTENAIRE > **Olivier Godard**, Directeur de recherche au CNRS et Professeur à l'École Polytechnique ; **Ignace Adant**, Chercheur associé au Laboratoire d'Économétrie de l'École Polytechnique.

S'appuyant sur des cas de référence, la recherche vise à préciser :

- > les conditions sous lesquelles les entreprises sont exposées à une menace de contestation économique et/ou sociale,
- > les conditions dans lesquelles la contestation sociale trouve un relais dans la contestation économique ou influence les modèles de relations économiques,
- > les stratégies de couverture à mobiliser face à une contestation émergente et les caractéristiques des dispositifs d'expertise nécessaires à une meilleure gestion des situations de contestation sociale avérée. (cf. Rapport N°2)*

PROTECTION FINANCIÈRE DES INFRASTRUCTURES CRITIQUES : INCERTITUDE, ASSURABILITÉ ET RISQUE TERRORISTE.

PARTENAIRE > **Erwann Michel-Kerjan**, Managing Director, Wharton Center for Risk Management, Philadelphie, (USA) et Chercheur à l'École Polytechnique, Laboratoire d'Économétrie, (Paris, France)

Ce rapport analyse la question de la couverture financière de risques catastrophiques en situation d'incertitude, et les freins qu'ils opposent au développement de marchés d'assurances et de réassurances. L'analyse se focalise sur le risque de terrorisme, dont on sait aujourd'hui qu'il constitue une menace avérée, et dont la difficulté à estimer la probabilité d'occurrence limite drastiquement le recours aux modèles d'assurances traditionnels. (cf. Rapport N°3)*

* Parus dans la collection "Les Rapports de l'Institut Veolia Environnement".

MAI 2006

"LA COMMUNICATION ET LA GESTION DES RISQUES AU 21^{ÈME} SIÈCLE."

Le 15 mai 2006, Ragnar Lofstedt, Professeur de Gestion des Risques et Directeur du Centre de Gestion des Risques au King's College de Londres, intervenait sur ce sujet crucial lors d'un atelier organisé par l'Institut Veolia Environnement. Plusieurs thèmes ont été évoqués : la perte de confiance envers les régulateurs et les industriels ; l'émergence du principe de précaution ; le désir de participation accrue de la société civile et ses exigences de transparence, notamment dans le domaine de la communication autour des risques.

LIENS *entre* la SANTÉ et l'ENVIRONNEMENT

La préservation de la qualité de l'environnement est un facteur clef de la santé des populations, notamment dans les pays du Sud. Préserver ce lien c'est protéger la vie de millions d'êtres humains. C'est là un enjeu majeur à l'échelle mondiale que l'Institut Veolia Environnement a placé au cœur de ses préoccupations.

Dimension incontournable de la santé humaine, l'environnement apparaît aujourd'hui comme un facteur déterminant dans l'émergence ou la propagation de nombreuses maladies et la cause d'un taux élevé de mortalité, notamment chez les populations les plus fragiles. Les pays du Sud sont les plus touchés. En effet d'après le rapport mondial 2006 sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), environ 1,8 million de décès d'enfants sont dus à des maladies diarrhéiques liées à une eau insalubre. Les nations industrialisées sont elles mêmes vulnérables face à de nouvelles formes de pollution. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime qu' "un décès d'enfant ou d'adolescent sur trois en Europe est lié à la présence de polluants dans les sols, dans l'eau, dans l'air, dans l'alimentation et dans de nombreux produits de consommation courante."

Un problème à multiples facettes

Longtemps les impacts environnementaux sur la santé ont été négligés, voire sous estimés. Aujourd'hui un nombre croissant d'études scientifiques invoque la piste environnementale comme facteur de risques pour certaines pathologies. Des incertitudes demeurent et les méthodes d'analyse nécessitent d'être encore affinées, mais la corrélation entre les pollutions ambiantes et la santé des populations se confirme.

L'accès à l'eau et à l'assainissement joue un rôle prépondérant pour la santé. L'un des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est d'assurer un environnement durable, et pour cela propose de réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à un approvisionnement en eau potable. "Pour atteindre cet objectif, et en optant pour une technologie durable et bon marché, les coûts supplémentaires nécessaires seraient

de 10 milliards USD par an. L'impact de cet investissement permettrait de sauver plus d'un million de vies d'enfants au cours de la prochaine décennie."²

Dans ce contexte, l'Institut Veolia Environnement a engagé des travaux permettant de mieux comprendre l'impact des interactions entre santé et environnement, ainsi que leurs conséquences sur l'organisation économique et sociale des pays du Sud et du Nord, à moyen et long terme. La démarche implique non seulement de s'intéresser à l'exposition des populations aux différentes formes de pollution mais aussi aux normes gouvernementales mises en œuvre pour maîtriser ces enjeux.

Mieux évaluer la réalité des impacts environnementaux sur la santé

La complexité des mécanismes établissant un parallèle entre santé et environnement implique de se fonder sur des éléments scientifiques reconnus. Ainsi la démarche de l'Institut s'appuie sur une volonté d'analyser et d'évaluer les processus qui à terme mettent en péril la santé humaine du fait d'un environnement dégradé. Cette approche prospective, à la fois théorique et empirique, inclut également les données culturelles à prendre en compte.

Deux études intégrant ces critères ont été lancées. L'une tente d'ouvrir des pistes de réflexion sur les méthodes permettant de mieux anticiper les choix en matière de politiques environnementales et de Santé publique, notamment dans le cadre des différentes méthodes de traitement des déchets.

Elle s'inscrit dans le projet SUSTOOLS qui, d'après Pierre Valette, Direction "Sciences, Economie et Société" à la DG Recherche de la Commission Européenne,

"peut contribuer à la mise en œuvre de la future stratégie thématique pour la prévention et le recyclage des déchets". Le Professeur Ari Rabl, de l'Ecole des Mines de Paris, spécialiste de ces sujets a finalisé ses travaux en 2005. Ils ont fait l'objet d'une publication dans la collection "Les Rapports de l'Institut Veolia Environnement". (cf. Rapport N°4)

Une autre recherche consiste à observer le rôle du traitement médiatique réservé à de graves crises sanitaires comme le SRAS* en Asie. Les agglomérations urbaines sont des lieux où les épidémies déstabilisent les systèmes

de santé qui n'y sont pas préparés et perturbent l'ordre social. S'interroger sur l'impact que peuvent avoir les médias auprès d'une population en période de pandémie devrait permettre de jouer un rôle préventif essentiel. Cette étude est réalisée avec le Professeur Gabriel Leung de l'Université de Hong Kong.

² Rapport mondial 2006 sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement

* SRAS : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère

ÉTUDES

PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT : UN CADRE POUR L'ÉVALUATION DES CHOIX FINANCIERS.

PARTENAIRE > Ari Rabl, Responsable scientifique, Ecole des Mines, Paris, France.

Comment quantifier les bénéfices tirés des différentes actions menées en faveur de l'environnement ? Quelles sont les procédés les plus pertinents pour parvenir à ce but ? Comment évaluer leur intérêt spécifique dans le cadre d'une démarche de développement durable ? Telles sont les pistes marquantes de cette recherche qui privilégie une méthode spécifique : l'analyse coût-bénéfice (ACB).

Cette analyse propose une explication rationnelle sur l'intérêt d'appliquer des normes environnementales plus ou moins sévères. Consommateurs, acteurs de la société civile, autorités législatives et réglementaires, tous ont besoin d'anticiper les besoins de santé afin de définir des priorités et d'élaborer des réglementations adaptées, à plus forte raison, quand celles-ci ont vocation à devenir les normes de référence en vigueur dans l'Union Européenne.

LE RÔLE DES MEDIAS DANS LE MANAGEMENT DES ÉPIDÉMIES EN MILIEU URBAIN.

PARTENAIRE > Dr. Gabriel Leung, Professeur en Santé publique, Département de Médecine Communautaire, Unité des Sciences Comportementales, Université de Hong-Kong, Chine.

A travers une recherche minutieuse sur la couverture médiatique de l'épidémie de SRAS par les grands journaux locaux et les medias audiovisuels, l'étude explore les relations entre les sources des actualités, (conférences de presse quotidiennes durant la phase critique de la crise sanitaire, informations diffusées individuellement par les responsables politiques, les médecins, etc.) et les rapports scientifiques. Cette démarche a pour objectif de vérifier le rôle des medias dans le cadre d'une épidémie émergente et son impact dans la prévention ou la propagation des risques sanitaires.

En parallèle, l'étude tentera d'apporter des éclairages sur l'émergence ou la réémergence d'épidémies et les impacts des facteurs sanitaires et environnementaux sur celles-ci en milieu urbain.

"ÉDUCATION, ENVIRONNEMENT ET SANTÉ"

L'INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT EN LIAISON AVEC L'INSTITUT PASTEUR
A ORGANISÉ EN JUIN 2004 UNE CONFÉRENCE SUR CE THÈME.

Cette manifestation réunissait 24 éminents spécialistes internationaux afin d'évaluer le rôle de l'éducation et la prise en compte des impacts environnementaux dans les démarches de santé publique.

Ce colloque a rappelé que les modèles durables pour faire face aux défis de santé doivent être fondés sur la coopération de tous les acteurs autour de programmes vitaux.

Changement CLIMATIQUE et MODES de VIE

Si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites, les conséquences envisagées du changement climatique peuvent conduire nos sociétés vers des défis environnementaux qui bouleverseront les modes de développement actuels et la qualité de vie. Il s'agit d'un phénomène mondial, sans limite de territoire, géographique, économique ou social. L'Institut Veolia Environnement s'est positionné sur le sujet depuis sa création en 2001, en inscrivant le réchauffement climatique comme une orientation majeure de sa réflexion.

Des conséquences sur la qualité de vie

La réunion tenue par le GIEC³ à Paris en Janvier 2007 rappelle que la concentration de l'atmosphère en CO₂ est plus élevée qu'elle ne l'a été sur les 600 000 dernières années. Le réchauffement de la planète, souligne ce groupe d'experts dans son 4^{ème} rapport, apparaît "avec évidence dans l'observation de l'accroissement des températures moyennes mondiales de l'atmosphère et de l'océan, la fonte généralisée de la neige et de la glace, et l'élévation du niveau moyen mondial de la mer." De tels phénomènes pourront être dévastateurs : immersion des terres, déplacement de populations, problèmes d'approvisionnement en eau, perte de récoltes, menaces sur la biodiversité, etc.

Comme l'indiquait le Docteur Rajendra Pachauri, Président du GIEC, au cours de l'atelier organisé par l'Institut Veolia Environnement le 5 avril 2006 : "Il est clair que les domaines de la santé, de l'agriculture ou des flux migratoires (certaines estimations prévoient près de 150 millions de réfugiés environnementaux pour 2050) seront touchés de plein fouet par ces événements climatiques." Ces dommages affecteront en premier lieu et majoritairement les populations les plus démunies.

Des coûts financiers et sociaux à intégrer

Dans *The Review of Economics on Climate Change*, rendu public le 30 octobre 2006, Sir Nicholas Stern (Chef du service économique et conseiller du gouvernement britannique pour l'économie des changements climatiques et du développement) a largement incité les décideurs à débattre

sur le sujet. En effet ce document tente d'apprécier les coûts et les pertes envisagées du réchauffement climatique au niveau économique. Les calculs sont basés sur des estimations et intègrent l'impact des mesures prises (existantes et à venir) pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Les estimations sont alarmantes : "Les preuves scientifiques sont désormais écrasantes, le changement climatique présente des risques très sérieux à l'échelle de la planète et exige une réponse mondiale de toute urgence". De surcroît cette étude considère, "que le changement climatique dans le scénario d'inaction pourrait réduire le bien-être d'un montant équivalent à une réduction de la consommation par habitant allant de 5 à 20 %".

Les industriels et les chefs d'entreprise sont particulièrement concernés. Une réalité que Laurence Tubiana avait déjà rappelé dans son intervention durant l'atelier sur le changement climatique (cf. p17), "les entreprises font face à deux défis majeurs, le premier étant d'initier des changements de comportement en proposant de nouvelles offres sur les marchés et le second portant sur leur implication nécessaire dans la coordination internationale".

Des solutions en perspective

Malgré une analyse pessimiste, les conclusions du rapport Stern suggèrent qu'une politique internationale pour maîtriser le problème climatique est économiquement possible : "L'atténuation des risques doit être vue comme un investissement - comme un coût encouru aujourd'hui et au cours des prochaines décennies -, en vue d'éviter des conséquences [économiques, sociales et environnementales] très sévères à l'avenir."

Autour de ce défi crucial pour l'équilibre des sociétés humaines, actuelles et futures, l'Institut contribue par ses activités, à l'enrichissement de la réflexion et des débats. En partenariat avec l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI) et l'association Entreprise Pour l'Environnement (EPE), il a participé dès 2004 à une vaste étude prospective d'une durée programmée de trois ans. Il s'agit d'évaluer les conséquences du changement climatique sur les modes de vie dans les pays développés avec pour objectif de réduire la consommation d'énergie sans mettre en péril la croissance. (cf. encadré)

Toujours dans la perspective de réunir toutes les parties prenantes susceptibles de contribuer à proposer des éléments de solution, l'Institut Veolia Environnement organise une conférence à Montréal en octobre 2007. Réalisée en partenariat avec le Pew Center on Global Climate Change (USA) et la Table Ronde Nationale sur l'Économie et l'Environnement (Canada) elle portera sur les avancées technologiques et les propositions politiques permettant de freiner à l'avenir les émissions de gaz à effet de serre. (cf. p23)

³ GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

ÉTUDES

ETUDE SUR LES RISQUES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE - LE FACTEUR 4.

PARTENAIRE > Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI);
Entreprise pour l'Environnement (EPE)

L'étude a pour objet d'établir un schéma possible de représentation des économies sous contrainte carbone : enjeux structurels, industriels et technologiques. Réalisée sur trois ans, cette recherche tend à évaluer les conséquences induites par cette contrainte carbone pour les prochaines décennies. Elle analysera les changements technologiques qui en résulteront dans les secteurs industriels concernés par ce programme. Elle s'intéressera également aux évolutions possibles de la demande dans différents domaines d'activité dont celui des transports. L'échéance se situe en 2050. Si les prévisions actuelles des spécialistes du changement climatique se réalisent dans leurs versions les moins optimistes, cela signifie que nos modes de production et de consommation se verraient profondément bouleversés. L'étude se répartit entre des économistes qui appliqueront leurs modèles et des industriels qui élaboreront les scénarios sectoriels.

AVRIL 2006

L'INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT A ORGANISÉ LE 5 AVRIL 2006
UN ATELIER SUR LE THÈME DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SES IMPACTS SUR LES MÉTIERS
DE VEOLIA ENVIRONNEMENT.

Deux personnalités à la compétence reconnue pour leur expertise sur le sujet sont intervenues :

le Docteur Rajendra PACHAURI, Président du GIEC, et Directeur Général de TERI*

Laurence TUBIANA, Directrice générale de l'IDDRI*

Ces deux éminents experts ont souligné avec force la gravité des impacts socio-économiques liés aux aléas climatiques, la nécessité impérieuse de réduire les émissions de CO₂ et l'importance vitale de la mobilisation des industriels sur ces enjeux.

* TERI : The Energy and Resources Institute *IDDRI: Institut du Développement Durable et des Relations Internationales

ENJEUX de la CROISSANCE URBAINE

Le développement tentaculaire des villes, devenues mégapoles, dans les pays du Nord mais également et surtout dans les pays du Sud, constitue l'un des phénomènes marquants des trente dernières années. Contribuer à maîtriser la croissance urbaine dans toutes ses dimensions, notamment en termes de transports et d'équipement, constitue un enjeu majeur de développement.

Selon les prévisions des Nations-Unies, en 2015, 23 des 27 villes de plus de 10 millions d'habitants et 36 des 44 villes de plus de 5 millions d'habitants devraient être situées dans les pays du Sud.

Actuellement, plus de la moitié de la population mondiale vit en milieu urbain et selon les prévisions, cette proportion s'élèvera à deux tiers en 2025. Ces mégapoles qui connaissent une croissance extrêmement forte sont et seront confrontées à des problèmes multiples pour lesquels il faut trouver des réponses soucieuses de la qualité de vie. Gérer les ressources naturelles, assurer un essor économique et social, maîtriser la construction d'infrastructures, préserver la santé et l'hygiène, imaginer des systèmes de transports urbain et interurbain non polluants, sont autant de défis à relever.

Des déplacements dans des zones en extension permanente

Comment gérer les déplacements des habitants sur des superficies qui peuvent atteindre plus de 6 000 km² comme Shanghai (la moitié de la taille de l'Île de France) ou 4 500 km², comme Bombay ? Comme le souligne Richard Burdett, Professeur à la London School of Economics, architecte et urbaniste : "A Tokyo, la plus grande ville du monde avec quelques 35 millions d'habitants, 80% des habitants utilisent les transports en commun pour aller travailler ou pour se déplacer. A Bombay (12 millions d'habitants), cette proportion s'élève même à 85%".⁴

Ce n'est pas là seulement une question de conception globale de la ville, d'urbanisme ou de politique de transports publics. Les conséquences sociales liées à ces questions sont fondamentales. Par exemple Bogota (7 millions d'habitants), dispose maintenant d'un vaste réseau de

pistes cyclables, de chemins piétons et de couloirs dédiés à des BRT (Bus Rapid Transit) dont le principe est de réserver aux autobus des voies spécifiques sur des grandes artères routières. "Ce système, -ainsi que l'indique Francis Beaucire, Professeur à l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et spécialiste de la planification territoriale et des transports- assure 900 000 voyages par jour. La vitesse commerciale a plus que triplé (par rapport à la situation antérieure) passant de 5,8 km/h à 28 km/h, ce qui a eu pour effet de diviser par deux la durée moyenne d'un trajet en transport collectif." (cf. Rapport N°6)*

Les infrastructures au cœur du développement urbain

Le bon fonctionnement de telles mégapoles dépend à l'évidence de la qualité des infrastructures proposées aux habitants et à leur organisation. Si les transports collectifs sont au cœur de la réflexion, d'autres besoins existent. L'accès aux services essentiels tels que l'eau, l'assainissement, la lutte contre la pollution, la collecte et le traitement des déchets, les systèmes de distribution d'énergie, les réseaux de communication... sont autant d'éléments incontournables. La maîtrise de cette extension urbaine est indispensable car elle conditionne la qualité de vie mais aussi le développement économique : la majeure partie des richesses est, en effet, créée dans et par les villes.

Les chiffres sont impressionnants : le PIB de Mexico en 2000 s'élevait à 150 milliards de dollars, montant égal à celui de l'Indonésie. La même année le PIB pour la seule mégapole de Tokyo était porté à 1440 milliards de dollars. Le PIB de la France à la même période était de 1429 milliards de dollars. Actuellement très rapide

* Paru dans la collection "Les Rapports de l'Institut Veolia Environnement".

dans les pays du Sud, la croissance urbaine apparaît comme très fortement liée au développement économique. Les contraintes de ce phénomène (disparités socia-

les, accès aux soins et à l'emploi, pollution, etc.) sont connues, analysées et nécessite un accompagnement adapté et résolu.

ÉTUDES

LA CONTRIBUTION DES TRANSPORTS PUBLICS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

PARTENAIRE > Francis Beaucire, Professeur à l'Université de Paris I Panthéon – Sorbonne (Paris/France).

Il est indispensable de prendre en compte non seulement les aspects de consommation énergétique et de pollution de l'air, mais aussi la dimension plus large de la dynamisation des centres villes ou la cohésion entre les territoires sociaux qui composent la mosaïque urbaine, pour analyser les déplacements en ville dans leur globalité.

La démarche implique de rappeler quelques données fondamentales mais aussi de définir une méthodologie afin de mieux mesurer les différents paramètres de mobilité. (cf. Rapport n°6)

APPROCHE INSTITUTIONNELLE, ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DES BESOINS ENVIRONNEMENTAUX DANS LES GRANDES VILLES CHINOISES ET LEUR ÉVOLUTION DANS LES PROCHAINES DÉCENNIES.

PARTENAIRE > Prof Zhou Hongchun, Division Director, Department of Social Development, Development Research Center (DRC), China ; Lu Zhongyuan, Director of Macroeconomic Department, Development Research Center (DRC), Pékin, Chine

La Chine doit faire face à une dégradation de son environnement (pollution de l'eau, de l'air, des sols, etc.) ainsi qu'à une forte augmentation de la demande en matière de services essentiels (eau, déchets, énergie, etc.). Cette situation complexe est la conséquence directe d'un développement économique rapide et d'une urbanisation exponentielle. A partir d'un échantillon de dix grandes villes chinoises, l'Institut Veolia Environnement en partenariat avec le DRC a voulu comprendre quels seraient les besoins en services à l'environnement dans les décennies à venir. L'étude porte sur les modes d'organisation existants dans ce secteur en Chine. Elle a également pour ambition de déterminer les grandes tendances pour l'avenir tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

L'ÉTALEMENT URBAIN

LES NOUVELLES CONTRAINTES

Ce document paru dans la collection "Les Rapports de l'Institut Veolia Environnement" (cf. Rapport N°1) souligne l'importance de la ville comme moteur du développement économique, soutien des zones moins productives et lieu d'innovation technologique. Issu d'un atelier animé par Rémy Prud'homme, Professeur Emérite à l'Université Paris XII et Gabriel Dupuis, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, il s'intéresse à la fois au poids économique des villes et à la dimension technologique comme facteur de croissance. Cependant cette productivité peut être réduite par le phénomène de l'étalement urbain dans la mesure où la mobilité qui permet d'accéder à l'emploi devient problématique.

SOCIÉTÉ *et* ENVIRONNEMENT

Protéger les ressources naturelles, en assurer la gestion la plus efficace au service des populations, favoriser les bonnes pratiques, développer une véritable politique de sensibilisation aux enjeux environnementaux tout en tenant compte des spécificités culturelles sont autant d'éléments déterminants pour appréhender les liens entre société et environnement.

La dimension sociologique de la prospective environnementale transcende les frontières entre les axes de réflexion définis par l'Institut. Elle influence les décisions économiques et de santé publique ; s'intègre dans les préoccupations liées au changement climatique ou à la croissance urbaine. A titre d'exemple, on retrouve cette approche dans la "constestabilité économique et sociale des entreprises" ; dans les travaux sur "le rôle des médias dans le management des épidémies" ; dans "l'analyse du facteur 4 et ses conséquences sur les modes de vie", ou encore "l'approche institutionnelle, économique et sociale des besoins environnementaux dans les grandes villes chinoises". Cependant les aspects culturels et sociétaux se démarquent plus particulièrement dans certaines études. Celles menées en Inde avec le Centre de Recherche en Gestion (CRG) de l'Ecole Polytechnique et à Alexandrie (Egypte) avec Sciences Po en sont l'illustration.

Diffusion de modèles et d'outils de gestion et de management entre le Nord et le Sud : exemple de la distribution de l'eau dans le contexte Indien

Menée en partenariat avec Eric Godelier, Directeur de recherche au CRG et Akil Amiraly, doctorant en thèse, cette recherche s'interroge sur la transposition du modèle de gestion d'une entreprise de distribution d'eau de type occidental dans un pays émergent tel que l'Inde. Ce programme part de la constatation que l'action collective ne s'appuie jamais sur la simple force de la rationalité pure et abstraite qui imposerait une forme de logique unique à tous les problèmes et situations. Il a pour objet de mesurer et analyser l'attitude

des récipiendaires d'un modèle ou d'une technologie transférée, qu'il s'agisse de l'utilisateur ou de l'autorité publique en charge de la gestion du service. Ces travaux à caractère prospectif s'intéressent en filigrane aux structures de pensée, aux logiques d'action et de gestion des acteurs publics et privés de la distribution d'eau dans les villes indiennes. Ils s'efforcent d'analyser de quelle manière les pratiques, les outils et les modes d'exploitation, sont déterminés par des contextes historiques, sociologiques et culturels.

La gestion des déchets dans le monde arabo-musulman : le cas d'Alexandrie

La façon dont la population conçoit la place des déchets dans son quotidien dépend du niveau socio-économique et de facteurs culturels. Ainsi que le rappelle Gilles Kepel, Professeur à l'IEP* de Paris, directeur de la Chaire Moyen-Orient Méditerranée et partenaire de cette étude : "L'espace public et l'espace privé n'ont pas la même dimension en Europe et dans les pays musulmans". Ehrard Friedberg, Professeur des Universités à l'IEP* de Paris, et directeur du Centre de Sociologie des Organisations, qui suit également cette recherche, propose d'analyser les aspects sociologiques, culturels et organisationnels de la gestion de la propreté à Alexandrie. Objectif : créer les conditions de capitalisation et de valorisation des expériences de développement en analysant le cas de l'implantation d'une société, spécialiste des services de propreté, dans une ville du Moyen-Orient et d'envisager la possibilité de transposer à l'avenir une telle démarche dans d'autres pays de tradition arabo-musulmane.

* IEP : Institut d'Etudes Politiques

SYMBOLIQUE ET CULTURE DE L'EAU

La plupart des religions, croyances, philosophies et visions du monde ont valorisé l'eau: baptismale, lustrale, bénite, vitale, purificatrice... L'eau est un révélateur de bien des préjugés, des présupposés des hommes et de leur organisation sociale... Ainsi que le souligne le Pr. Mohamed Larbi Bouguerra, ancien Professeur à l'Université de Tunis, Tunisie, consultant auprès de l'OMS et de l'UNESCO., auteur du dossier N°5 de la collection "Les Rapports de l'Institut Veolia Environnement", "il y a là un vaste chantier et un grand champ de réflexion quant aux correspondances, liens et interrelations que jettent entre elles, grâce à l'eau, les diverses croyances et idéologies humaines".



LES CONFÉRENCES

Ouvrir des FORUMS de DISCUSSIONS par le biais de CONFÉRENCES INTERNATIONALES

Depuis 2004, l'Institut Veolia Environnement a choisi de programmer et d'organiser une série de conférences de prospective environnementale en France et à l'international en partenariat avec des institutions et des personnalités qualifiées du milieu académique. Ces forums de discussions alimentent le dialogue que l'Institut entretient avec les universitaires, les représentants d'ONG et la société civile.

Organisées conjointement avec des partenaires qualifiés du monde scientifique et institutionnel, ces manifestations ont pour objet de favoriser débats et échanges prospectifs. Les thèmes choisis répondent aux enjeux du développement durable ainsi qu'aux problématiques soulevées dans le cadre des cinq axes de réflexion de l'Institut.

La toute première Conférence lancée en 2004 avec l'Institut Pasteur marque cette volonté, en confrontant les points de vue autour des liens "Éducation, Santé et Environnement". Réunissant 24 experts de haut niveau d'Europe et d'Amérique du Nord, elle a permis d'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion et de proposer une plateforme d'action.

en 2006...

Conférence

**"Services publics et Management :
mise en œuvre, enjeux et implications
pour la gouvernance locale."**

Toulouse, France | les 12, 13 et 14 Janvier 2006

Cet évènement s'est inscrit dans le droit fil d'une étude menée en collaboration avec l'Institut D'Économie Industrielle co-organisateur de ce colloque. Le sujet est d'autant plus important qu'il est au cœur des problématiques actuelles sur la gouvernance et l'accès aux services essentiels. L'IDEI de par son expertise et le regard novateur qu'il porte sur cette thématique, est à la pointe des réflexions économiques, s'agissant des théories analysant les partenariats publics-privés.

**Redéfinir la ligne de partage entre intervention
publique et intervention privée**

De fait, la mise en œuvre d'un système de gouvernance efficace pour gérer des services publics vitaux tels que la distribution d'eau, le transport, la collecte et le traitement des déchets et au-delà - l'éducation, la recherche et la santé - est un défi majeur. Le relever n'est pas seulement une priorité dans les agendas des opérateurs et des responsables politiques : c'est une approche fondamentale pour la recherche théorique et appliquée, puisqu'elle a pour conséquence de redéfinir les frontières entre la sphère publique et la sphère privée.

Une approche économique de la gestion déléguée

La gestion déléguée telle qu'elle est pratiquée en France, a surtout été étudiée à travers le prisme juridique, en particulier, les relations entre le régulateur et le délégataire. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu d'approche sous l'angle de la théorie économique. L'équipe de l'Institut D'Economie Industrielle et c'est là son originalité, développe un nouveau modèle qui explique la gestion déléguée en termes d'économie classique afin d'illustrer l'utilité sociale de ce mode d'exploitation.

Conférence

"Energie, Environnement et Développement : analyse des opportunités pour réduire la pauvreté."

Bangalore, Inde | les 14, 15, 16 décembre 2006

Sensibiliser la société civile aux questions soulevées par la prospective environnementale est l'une des missions de l'Institut. C'est dans cette optique qu'il a organisé, en partenariat avec TERI (The Energy and Resources Institute) et l'IDDRI (Institut du Développement Durable et des Relations Internationales), sa troisième conférence de prospective environnementale.

Des défis à relever et des solutions à mettre en œuvre

Près de 250 participants venant de 23 pays, dont 20 journalistes, ont assisté à cet événement. Plus de 60 conférenciers, en majorité appartenant à la zone Asie (Inde, Chine, Japon, Indonésie, Bangladesh,...) dont des personnalités telles que le Dr. Rajendra Pachauri (Président du GIEC*) et le Pr. Emil Salim (Ancien Ministre de la

Population et de l'Environnement d'Indonésie) ont rappelé l'importance de rompre avec certains modèles de développement des pays industrialisés. En 2030 les besoins énergétiques à l'échelle mondiale auront augmenté de 70% par rapport à 2003. Or les pays les plus démunis sont très dépendants des énergies fossiles les plus traditionnelles, souvent les plus polluantes...

La conférence a ainsi permis de relayer, auprès d'un public plus large et international, les politiques et travaux menés localement. Les chercheurs, décideurs et acteurs de terrain ont eu à Bangalore une occasion exceptionnelle d'échanger et de débattre pour envisager les solutions possibles aux défis majeurs que les pays en développement de la zone Asie doivent relever en matière de développement durable.

Protéger l'environnement pour mieux lutter contre la pauvreté

Energie, environnement, pauvreté : ces trois éléments sont indissolublement liés. Ils doivent être pensés et traités dans une démarche convergente. C'est le sens des propos tenus, à l'issue de ces trois jours de conférence par le Professeur Amartya Sen, dans son intervention.

Le Prix Nobel d'Economie (1998), a souligné que le développement, en tant que prolongement de la liberté humaine, ne pouvait en aucun cas être dissocié des préoccupations environnementales. Il a affirmé sa conviction et son espérance que cette conférence aura permis de démontrer qu'*"l'éradication de la pauvreté et protection de l'environnement font partie intégrante d'une seule et même mission"*.

* GIEC : Groupement d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

en 2007...

Conférence

"Climat 2050 - Solutions technologiques et politiques."

Montréal, Canada | les 24, 25, 26 octobre 2007.

Menée en partenariat avec le Pew Center on Global Climate Change (USA) et la Table Ronde Nationale sur l'Economie et l'Environnement (Canada), le thème soulève des questions dont les réponses sont fondamentales pour la qualité de vie des prochaines générations. Quelles sont les opportunités existantes en termes de

technologies et quelles politiques en faveur du climat sont déjà mises en œuvre ?

Quels sont les facteurs d'amélioration à valoriser pour répondre aux défis du futur ?

A travers la présentation de politiques et de technologies existantes et déjà appliquées mais aussi par une réflexion sur le chemin qui reste encore à parcourir, ce colloque définira une approche des stratégies de long terme pour le climat en 2050.

Initier des PROJETS éditoriaux SCIENTIFIQUES NOVATEURS

La complexité et la globalité de certains thèmes de recherche réclament une approche qui transcende les frontières entre les différentes disciplines académiques. C'est pourquoi l'Institut Veolia Environnement crée, S.A.P.I.E.N.S, une revue scientifique de haut niveau, multidisciplinaire et à dimension internationale.

La connaissance scientifique est aujourd'hui fragilisée par la fragmentation des savoirs. Avec 2,5 millions d'articles scientifiques publiés chaque année, ni l'information en soi, ni son accessibilité ne sont les facteurs limitatifs. La grande difficulté réside bien plus dans l'analyse critique et l'intégration des savoirs multiples issus de méthodologies et de traditions différentes.

Fort de ce constat, l'Institut a décidé de lancer une revue scientifique pluridisciplinaire, nommée *Sapiens* (*Surveys And Perspectives Integrating Environment and Society*). L'objectif est de publier les articles des meilleurs spécialistes et de relever les avancées les plus marquantes dans le domaine de la prospective environnementale. L'originalité de la démarche réside dans cette volonté d'aborder les sujets dans leur globalité, et de créer un échange entre experts permettant d'abaisser les barrières entre les disciplines. La qualité du contenu est soumise à un processus rigoureux d'évaluation par les pairs.

Un comité éditorial composé de personnalités recon-

nues effectue un premier choix en fonction de l'intérêt des sujets traités et de la solidité des arguments développés. Les articles sont ensuite soumis à l'analyse critique d'autres scientifiques choisis pour leur expertise dans le domaine traité. Lorsque l'article remanié est jugé satisfaisant, il est publié en ligne. Les évaluations et les commentaires peuvent le cas échéant devenir aussi consultables. Les lecteurs peuvent alors prendre part au débat en ligne et commencer à faire vivre le texte au delà de sa publication. Ce type de débat autour de sujets pointus est l'une des spécificités de *Sapiens*.

Une autre originalité réside dans le modèle de diffusion. *Sapiens* opte pour "l'Open Access", l'accès libre, une politique éditoriale qui est en train de révolutionner le partage et la création des idées scientifiques. Grâce au soutien de l'Institut, tous les articles seront accessibles gratuitement sur un site web dédié. Seuls les tirages papiers seront payants pour encourager un usage en ligne respectueux de l'environnement.

PREMIERS MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL

Pr Marie-Lise Chanin | Paris, France

Membre de l'Académie des Sciences,
Centre National de la Recherche Scientifique

Pr Robert Costanza | Burlington, USA

Gund Institute for Ecological Economics

Pr Olivier Godard | Paris, France

Centre National de la Recherche Scientifique,
École Polytechnique

Dr Clive Jones | New York, USA

Senior Scientist, Ecologist,
Institute of Ecosystem Studies

Pr Philippe Kourilsky | Paris, France

Membre de l'Académie des Sciences,
Professeur au Collège de France,
Directeur Général Honoraire de l'Institut Pasteur

Pr Ragnar E. Lofstedt | London, UK

Director, King's Centre for Risk Management School
of Social Science and Public Policy King's College

Dr Erwann Michel-Kerjan | Philadelphia, USA

Managing Director of the Risk Management and
Decision Processes Center, Wharton Business School

Pr Elinor Ostrom | Bloomington, USA

Arthur F. Bentley Professor of Political Science,
Co-Director, Center for the Study of Institutions,
Population, and Environmental Change (CIPEC)

Dr Rajendra K. Pachauri | New Delhi, India

Director-General, TERI, Chairman IPCC

Pr Maarten de Wit | Cape Town, RSA

Director AEON- Africa Earth Observatory Network,
University of Cape Town

Pr Ernst Von Weizsäcker | Santa Barbara, USA

Dean, Donald Bren School of Environmental Science
& Management, University of California

Dr Stephen Zebiak | New York, USA

Director General, International Research Institute for,
climate and society (IRI)

Cette publication a été réalisée sur papier
respectant les normes européennes relatives à l'environnement.
Ce produit est complètement biodégradable et recyclable.

INSTITUT

Veolia Environnement

L'INSTITUT VEOLIA ENVIRONNEMENT

15, rue des SABLONS | 75016 Paris

Tél. +33 1 53 43 22 50 | Fax +33 1 53 43 22 86

www.institut.veolia.org